

Communiqué to Unifor locals in Federally Regulated Private Sector

Dear members,

There is less than one week until Election Day. Unifor members across Canada are busy talking to their co-workers about the issues that matter most to our union: affordability, worker's rights, pharmacare, and many others. An informed vote by Unifor members can make all the difference in electing a progressive, government that will stand with Canada's workers.

Although it has not made headlines, or been a topic in the recent federal leaders' debates, the outcome of this election could have a dramatic affect on employment standards – specifically for workers in the Federally Regulated Private Sector (FRPS).

Over the past year, the federal government has undertaken an ambitious modernization of the Canada Labour Code – perhaps the most progressive overhaul of labour standards in all of Canada. Unifor is proud to have played an advocacy role in winning these reforms, workplace protections that our union has long bargained for.

New rules introduced by the Trudeau Government, such as paid personal days, flexible work arrangements, gender pay equity, accessible leaves, protections against contract flipping, guaranteed rest periods and improved scheduling notice are just a few of the long-overdue improvements to work standards for workers in the FRPS.

Additional changes, including fair pay laws for part-time and contract workers, will soon come into force... but only if we have a federal government willing to fight for them.

Here is what we know: corporations are not happy. Many large employers have successfully pushed to have entire categories of workers temporarily exempted from specific rules, including new rest periods.

In some cases, new standards still lack supporting regulations – clear, practical instructions that outline how new rules should be applied. This leaves workers vulnerable. It can result in a denial of benefits, especially in non-union workplaces.

We also know that provincially, conservative governments have irresponsibly torn up progressive labour laws. In Ontario, the Doug Ford conservatives ripped up landmark labour legislation within months of taking office. In Alberta, Jason Kenney weakened provincial labour standards within days.

Unifor believes that, if elected, Andrew Scheer will follow the lead of both Ford and Kenney and these federal labour gains, while not perfect, will be lost. We can't take that risk.

This election matters to Unifor members working in the Federally-Regulated Private Sector – workers in Canada's airlines, railways, roadways, waterways; in telecommunications and broadcasting; in banking and financial services; in grain handling and others.

We need you to step up, speak out and STAND STRONG for Canada's workers. On October 21, we need all Unifor members to cast their ballot to [Stop Scheer](#).

In solidarity,



Jerry Dias
National President

lhcope343



Communiqué aux sections locales d'Unifor du secteur privé sous réglementation fédérale

Bonjour,

Il reste moins d'une semaine avant le jour du scrutin. Les membres d'Unifor à travers le Canada sont occupés à discuter avec leurs collègues des questions qui comptent le plus pour notre syndicat: l'abordabilité, les droits des travailleuses et travailleurs, l'assurance-médicaments et bien d'autres. Un vote éclairé des membres d'Unifor peut faire toute la différence dans l'élection d'un gouvernement progressiste qui sera aux côtés des travailleuses et travailleurs canadiens.

Bien que la question n'ait pas fait les manchettes ou n'ait pas fait l'objet de débats récents des dirigeants fédéraux, le résultat de cette élection pourrait avoir une incidence considérable sur les normes d'emploi, particulièrement pour les travailleuses et travailleurs du secteur privé sous réglementation fédérale.

Au cours de la dernière année, le gouvernement fédéral a entrepris une ambitieuse modernisation du Code canadien du travail, peut-être la révision la plus progressiste des normes du travail au Canada. Unifor est fier d'avoir joué un rôle dans la défense de ces réformes, des protections en milieu de travail que notre syndicat a négociées depuis longtemps.

Les nouvelles règles introduites par le gouvernement Trudeau, telles que des journées de congé personnel rémunérées, des modalités de travail flexibles, l'équité salariale entre les sexes, des congés accessibles, des protections contre le transfert de contrat, des périodes de repos garanties et l'amélioration des horaires de travail ne sont que quelques-unes des améliorations qui s'imposaient depuis longtemps aux normes de travail des travailleuses et travailleurs du secteur privé sous réglementation fédérale.

D'autres changements, y compris des lois sur l'équité salariale pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel et à contrat, entreront bientôt en vigueur... mais seulement si le gouvernement fédéral est prêt à se battre pour eux.

Voici ce que nous savons: les entreprises ne sont pas contentes. Plusieurs grands employeurs ont réussi à faire en sorte que des catégories entières de travailleuses et travailleurs soient temporairement exemptées de règles spécifiques, y compris de nouvelles périodes de repos.

Dans certains cas, les nouvelles normes ne sont toujours pas accompagnées de règlements – des instructions claires et concrètes qui décrivent comment les nouvelles normes devraient être appliquées. Cela rend les travailleuses et travailleurs vulnérables. Ce qui peut entraîner un refus de verser des avantages sociaux, surtout dans les milieux de travail non syndiqués.

Nous savons aussi que les gouvernements provinciaux conservateurs ont démantelé de façon irresponsable des lois du travail progressistes. En Ontario, les conservateurs de Doug Ford ont aboli une loi du travail historique dans les mois qui ont suivi leur arrivée au pouvoir. En Alberta, Jason Kenney a affaibli les normes du travail provinciales en quelques jours.

Unifor croit que si Andrew Scheer est élu, il suivra l'exemple de Ford et de Kenney et que les gains que les travailleuses et travailleurs du secteur fédéral ont obtenus, même s'ils ne sont pas parfaits, seront perdus. On ne peut pas prendre ce risque.

Cette élection est importante pour les membres d'Unifor qui travaillent dans le secteur privé sous réglementation fédérale – les travailleuses et travailleurs des compagnies aériennes, des chemins de fer, des routes, des voies navigables, des télécommunications et de la radiodiffusion, des services bancaires et financiers, de la manutention du grain et autres.

Nous avons besoin que vous vous mobilisiez, que vous preniez position et que vous SOYEZ SOLIDAIRES avec les travailleurs et travailleuses du Canada. Le 21 octobre, nous avons besoin que tous les membres d'Unifor aillent voter pour [Arrêter Scheer](#).

En toute solidarité,



Jerry Dias
Président national

